

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 357 DU JEUDI 05 DECEMBRE 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

INTERVIEW

TRAGÉDIE SURVENUE À N'ZÉRÉKORÉ P.3

Dr Faya souhaite que les organisateurs du tournoi soient démis de leurs fonctions et remis à la justice



ÉVEILGUINÉE

nfo comme il le faut .info

Édito à vue d'Aigle

Un autre drame dans un stade guinéen

Le dimanche 1er décembre 2024, la finale du tournoi de la Refondation doté du trophée Général Mamadi Doumbouya a tourné au drame au stade du 3-Avril de N'zérékoré, la capitale de la région forestière. Une finale qui opposait l'équipe locale à celle de Labé... P.2

ENLÈVEMENT DE HABIB MAROUANE CAMARA



L'Aguipe demande la libération de l'administrateur du site "lerevelateur224.com" P.4

CHERTÉ DE LA VIE P.5



L'Union des Consommateurs de Guinée appelle des bouchers à revendre le kilo de la viande à 45.000 GNF (entretien)

FIN DE LA COOPÉRATION MILITAIRE ENTRE LE TCHAD ET LA FRANCE P.6



Ce qu'en pense l'analyste politique Ibrahima M'Bemba Bah (entretien)

ARMÉE

Plusieurs nominations à des postes de commandement P.4

MORTS ET BLESSÉS AU STADE DE N'ZÉRÉKORÉ
L'ANAD réagit à chaud P.7

TPI KALOUM

Le journalisme Bakary Gamalo Bamba enfin libre, mais ... P.8

Édito à vue d'aigle



Un autre drame dans un stade guinéen

Le dimanche 1er décembre 2024, la finale du tournoi de la Refondation doté du trophée Général Mamadi Doumbouya a tourné au drame au stade du 3-Avril de N'zérékoré, la capitale de la région forestière. Une finale qui opposait l'équipe locale à celle de Labé. C'est une décision arbitrale très controversée qui aurait poussé les supporters à jeter des cailloux. Les forces de l'ordre ont dû user de gaz lacrymogènes pour calmer la situation. Mais hélas, à cause de la panique et des

bousculades, des dizaines de morts et de nombreux blessés ont été enregistrés. Dans un communiqué publié dans les médias d'État, le gouvernement a fait état de 56 morts. En tant que père de la nation, le président de la transition, le général d'armée Mamadi Doumbouya a présenté ses condoléances les plus attristées au peuple de Guinée en général et aux familles endeuillées en particulier. Il a appelé au calme et annoncé la constitution d'une commission d'enquête pour situer les responsabilités dans cette affaire tragique. Le Premier ministre Amadou Oury Bah a conduit une délégation au chevet des blessés et rencontré les autorités sanitaires, morales et administratives de la région de N'zérékoré. Il était accompagné du ministre secrétaire général de la Présidence de la République (Général Amara Camara) et de certains membres de son gouvernement (Ibrahima Kaïl Condé de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation; Félix Lamah de l'Agriculture et de l'Élevage; Keamou Bogola Haba de la Jeunesse et des Sports; Dr Diouh Bah de la Santé et de l'hygiène publique; Charlotte Daffé de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables).

Et comme il fallait s'y attendre, un deuil national de trois jours (à partir du mardi 03 décembre) a été décrété par le président de la transition.

Il faut par ailleurs reconnaître que cet autre drame dans un stade guinéen a fait réagir les acteurs sociopolitiques du pays. Pour ceux d'entre eux qui sont farouchement opposés à la façon dont la transition est en train d'être conduite, cette responsabilité serait imputable au CNRD et à son président qu'ils accusent, à tort ou à raison, de vouloir s'éterniser au pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens. En 2009, l'on s'en souvient, ce sont plus de 150 Guinéens qui se sont fait massacrer au stade du 28-Septembre lors d'une manifestation pacifique contre une éventuelle candidature du président de la transition CNDD, le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara. Que l'âme de tous ces disparus repose en paix.

ACTUALITÉ

AG DU RPG ARC-EN-CIEL

Le parti vent debout contre la prolifération des mouvements de soutien au CNRD

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, qui s'est tenue le samedi 30 novembre à son siège national à Gbessia, dans la commune du même nom, Aboubacar Demba Dansoko, un des responsables de l'ancien parti au pouvoir, a commenté l'actualité sociopolitique du pays.



Pour Aboubacar Demba Dansoko, la transition doit impérativement se terminer le 31 décembre 2024, conformément aux engagements du CNRD, tout en critiquant les partis politiques qui soutiennent actuellement le CNRD au lieu d'exiger le respect de l'accord entre le CNRD et la CEDEAO. Il fera observer que ces partis n'étaient même pas invités aux négociations de la CEDEAO et que la priorité demeure le respect de l'engagement pris par le CNRD et son président pour la fin de la transition.

« Personne ne doit faire de la politique à côté du CNRD. Il faut que le CNRD tienne sa parole et que la transition se termine le 31 décembre », a martelé Aboubacar Demba Dansoko. Avant de dénoncer la prolifération des mouvements de soutien au CNRD dans le pays. Conséquence

: l'utilisation des fonds publics pour organiser des manifestations. Il a fait part de son mécontentement face à cette situation et a appelé à l'arrêt de ces actions. « Le président du CNRD ne sera jamais candidat en Guinée. Il tiendra sa parole d'honneur. Les mouvements de soutien n'ont aucun avenir et doivent cesser. Concentrons-nous sur la fin de la transition », a déclaré Aboubacar Demba Dansoko, à l'assemblée générale hebdomadaire du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir. Reste à savoir maintenant si ces préoccupations de cet acteur politique seront prises en compte par les tombeurs d'Alpha Condé. Les Forces vives de Guinée auxquelles appartient le RPG Arc-en-ciel menacent de ne plus reconnaître le pouvoir du CNRD au-delà du 31 décembre 2024

L'Aigle Infos
L'Information qui s'écrit facile!

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2
Commune de Raïoma, Sur la route Le Prince à côté de la
Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de
Guinée
E-mail : laigleinfos@gmail.com - tél. (+224) 621935388
Fondateur & Administrateur Général
Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 63
Directeur de Publication
Amadou Sadio Diallo
Rédacteur en Chef
Sekou Condé
Secrétaire Général de la Rédaction
Sammuel M'Bemba
Comité de Rédaction
Sammuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité,
Sekou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadio Diallo
Collaborateurs:
Thomas Morgan Mamy, Moïse Sidibé, Isidoros Kardorinis
Stagiaire: Mamadou Oury Bah
**Service Commercial, Marketing, Abonnement,
Annonces et Pub**
Oumar Kabirou Kaba
654 75 55 50
Imprimeur
Araba Barry
628463493
Imprimerie
Le Scribe
Distribution
L'Aigle Infos/Maison du Livre
Mise en page
Mohamed Lamine Camara - 664 57 99 72
Édité par : Kéfina Bari (Société de Régie, d'édition
et de Communication)

Interview

TRAGÉDIE SURVENUE À N'ZÉREKORÉ

Dr Faya souhaite que les organisateurs du tournoi soient démis de leurs fonctions et remis à la justice (entretien)

À N'zérékoré, la finale d'un tournoi de football doté du trophée Général Mamadi Doumbouya, a viré au drame suite à un incident qui a coûté la vie à 56 de nos compatriotes. Le match s'est joué au stade du 3-Avril de la ville, encore en chantier. Mais à cause d'une décision arbitrale, des contestations ont jailli et la foule a envahi la pelouse. Par la suite, des forces de défense et de sécurité ont procédé au jet des gaz lacrymogènes pour disperser la foule mais hélas ! pour le moment, chacun dénombre ses victimes. À la suite de ce drame, une délégation conduite par le Premier ministre de la transition et le ministre secrétaire général de la présidence de la République a séjourné dans la capitale de la région forestière pour reconforter les familles des victimes. Le président Mamadi Doumbouya a d'ailleurs décrété trois jours de deuil national pour rendre hommage à ces disparus.

De son côté, le président du Bloc Libéral, souhaite que les responsabilités soient situées afin que les organisateurs de ce tournoi de football répondent de leurs actes. L'opposant a aussi interpellé le président de la transition qui pour lui, est le seul qui puisse mettre fin à ces genres d'initiatives qui endeuillent le pays.

L'Aigleinfos : Le gouvernement guinéen a décrété trois jours de deuil national en la mémoire des victimes des événements survenus à N'zérékoré. Quelle est votre réaction face à cette décision ?

Dr Faya Lansana Millimouno : Nous avons pris acte de cette décision de décréter trois jours de deuil national, de mettre en place une commission d'enquête, et nous la voulons indépendante. Pour que le travail de cette commission puisse aboutir à la vérité, il faut que ceux qui ont été impliqués dans cette organisation émaillée par des irresponsabilités, que ceux-là ne soient pas en possession du pouvoir. Il faut les destituer s'ils ne démissionnent pas eux-mêmes. C'est ce qui peut donner une leçon et que la vérité puisse jaillir sinon, ça sera une enquête comme les autres qu'on a connues dans le passé.

L'Aigleinfos : Est-ce que ces trois jours peuvent alléger la douleur des familles des victimes en particulier et celle du peuple de Guinée en général ?

Dr Faya Lansana Millimouno : Même un mois de deuil, ne peut pas alléger la douleur des guinéens. Nous sommes un peuple croyant mais il ne faut pas jouer sur la foi des guinéens. Ce qu'on demande à l'Etat, c'est de poser des actes pour aider la jeunesse. Prendre des décisions responsables sinon, la douleur elle, elle va demeurer parce qu'on n'oubliera jamais que le



jour du 01 décembre 2024, trente mille personnes étaient regroupées sur un terrain en chantier pour suivre un match et nombreuses d'entre elles, sont mortes.

L'Aigleinfos : Quel type d'enquête voulez-vous dans ces événements ?

Dr Faya Lansana Millimouno : Nous voulons qu'elle soit indépendante et qu'elle aille en profondeur. Et qu'elle se pose toutes les questions. On est en période transitoire et le CNRD a fait un communiqué disant que toutes les manifestations sont interdites mais aujourd'hui on prend les fonds publics. Il faut que l'enquête établisse d'où viennent ces fonds publics qui

ont financé ces mouvements. Il faut qu'on sache que quand on a décidé de faire jouer les gens au terrain de N'zérékoré qui a normalement trois grandes portes mais qui lors du match, deux étaient barricadées et quand les citoyens ont voulu s'échapper, les forces de défense jettent les gaz lacrymogènes. Il faut que ces responsables soient présentés à la justice guinéenne et que cette justice fasse son travail.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous demandez à la junte par rapport à ces genres d'initiatives ?

Dr Faya Lansana Millimouno : Je vais dire au Général, quand il est arrivé au pouvoir

le 05 septembre 2021, je l'ai écouté, et j'ai cru en lui. Jusqu'aujourd'hui, je crois en lui mais il doit résister jusqu'au bout de dire je suis candidat. Dès lors qu'il va le prononcer, il ne pourra justifier pourquoi les gens sont morts parce que certains étaient de la garde présidentielle d'Alpha Condé et d'autres des forces spéciales. Il ne pourra plus justifier pourquoi avoir fait

un coup d'État contre Alpha Condé dès lors qu'il pose sa candidature. Il est jeune et un soldat, il a décidé de servir le pays sous le drapeau. Mais il ne doit pas se laisser manipuler par les assoiffés du pouvoir. Il faut qu'il résiste jusqu'au bout. Il faut qu'il décourage son entourage mais s'il ne le fait pas. Qu'il se rappelle que c'est comme ça, la pression était sur Moussa Dadis Camara. La Guinée était divisée en deux blocs entre le mouvement Dadis doit partir et Dadis doit rester. Aujourd'hui, les gens qu'on lui montre à travers la télévision qui ne font même pas 5% de la population guinéenne. Pendant ce temps, 95% de la population guinéenne est silencieuse. Mais s'il croit aux images qu'on lui montre en le manipulant, il va échouer. Je l'ai dit à Alpha Condé mais il n'avait pas compris. Mais je souhaite parce que je crois en lui, en la personne de Mamadi Doumbouya. Mais s'il se laisse aller, il aura perdu ses soutiens sérieux.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le président du Bloc Libéral !

Dr Faya Lansana Millimouno : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D



ENLÈVEMENT DE HABIB MAROUANE CAMARA

L'Aguipel demande la libération de l'administrateur du site "lerevelateur224.com"

Après la libération Bakary Gamalo Bamba, journaliste d'investigation et Directeur de publication du journal "Le Baobab", qui était poursuivi par le président de la CRIEF pour atteinte à sa vie privée, c'est au tour de Habib Marouane Camara, administrateur du site "lerevelateur224" de se faire enlever mardi 03 décembre à Lambanyi pour une destination inconnue au moment où nous allions sous presse.



Face à cette situation plutôt inquiétante, l'Association Guinéenne de la Presse en Ligne (AGUIPEL), à travers une déclaration, est montée au créneau pour dénoncer cet enlèvement et demander la libération du journaliste.

« L'Association Guinéenne de la Presse en Ligne (AGUIPEL) a appris, avec effroi, l'enlèvement de Habib Marouane Camara journaliste et administrateur du site le révélateur224, membre de l'association.

Selon les premières informations, notre confrère a été kidnappé par des hommes en tenue militaire, qui l'ont extrait de force de son véhicule et conduit à une destination inconnue, le mardi 3 décembre 2024, dans la banlieue de Conakry.

Si ces faits se confirment, ils constituent une grave violation de la liberté de la presse, de

toutes les lois en vigueur et même de l'Avant-projet de la Constitution qui dispose en son Article 10 alinéa 2 que "Nul ne peut être poursuivi, arrêté, gardé à vue, inculpé, détenu, jugé ou condamné qu'en vertu et selon les formes prévues par une loi antérieure aux faits qui lui sont reprochés."

L'AGUIPEL exhorte les autorités judiciaires à s'inscrire dans l'ambitieux projet de Refondation de toutes les institutions, en s'abstenant de violer les lois et les procédures.

L'AGUIPEL condamne fermement cette forme d'arrestation d'un journaliste et exige sa libération immédiate », peut-on lire dans la déclaration du Bureau exécutif de l'AGUIPEL en date du 4 décembre 2024. Reste à savoir maintenant si cet appel sera entendu.

Mamadou Oury

ARMÉE

Plusieurs nominations à des postes de commandement

Le 30 novembre dernier, à travers des décrets lus à la télévision nationale par le ministre secrétaire de la présidence de la République, le président Mamadi Doumbouya a nommé plusieurs officiers à des postes de commandement.

1- Chef d'état-major général adjoint de l'armée de terre : Colonel Tamba Kalas Tolno, matricule 18552 G, précédemment Commandant de la région militaire de Kankan ;
 2- Chef d'état-major adjoint de l'armée de Mer : Capitaine de Vaisseau Lamine 2 Camara, M. 17 288 G, en service à l'état-major de l'armée de Mer.
 3- Chef d'état-major de l'armée de l'air : Colonel Amara Kaba, matricule 17817 G, en service de l'état-major de l'armée de l'air.
 Dans le même sillage, le

président de la Transition a nommé d'autres officiers à des postes de commandement au niveau des régions militaires du pays.
 Armée de terre
 Commandant de la 2ème région militaire de Labé : Colonel Moussa Keïta, matricule 18080 G, précédemment Commandant du bataillon spécial de Conakry ;
 Commandant de la 3ème région militaire de Kankan : colonel Ibrahima Finando, matricule 18334 G, précédemment Commandant

de la 2ème région militaire Labé ;
 Commandant du Bataillons spécial de Conakry : Colonel Aly Badara Sangaré, M 19 521 G; précédemment Conseiller à la Présidence de la République ;
 Commandant du bataillon autonome de Faranah : Colonel Hamidou Soumah, M 27299 G; précédemment en service à la première région militaire de Kindia ;
 Commandant du Bataillon autonome de Boké : Colonel Boubacar Barry, M 26708 G; précédemment Chef du centre opérationnel de l'armée de terre.
 Commandant de bataillon d'infanterie de Macenta : Colonel Moussa Soumah, M 24814 G;
 Commandant adjoint du bataillon de la 1ère Région militaire de Kindia : Colonel Sinapole Traoré, M 20 137 G; précédemment Directeur du

centre d'instruction d'infanterie de Labé.
 Armée de Mer
 Région opérationnelle Maritime de Forécariah :
 Commandant : Capitaine de Vaisseau Alpha Aboubacar Keira, Matricule 19704 G,
 Commandant adjoint : capitaine de Vaisseau Sékouba Mara, M 20792 G,
 Région opérationnelle Maritime de Kamsar
 Commandant : capitaine de frégate Mohamed Hawing, matricule 17274 G,
 Commandant adjoint : capitaine de Corvette, Paquillé Zogbelemou, matricule 37345 G,
 Région opérationnelle Maritime de Boffa
 Commandant : capitaine de frégate Souleymane Kebe, M 19028 G;
 Commandant adjoint : Capitaine Boubacar Sissoko, M 20098 ;
 4- Région opérationnelle

Maritime de Conakry
 Commandant adjoint : capitaine de frégate Thierno Hamidou Diallo, M 17344G;
 Armée de l'air
 Base aérienne de Boké : Commandant adjoint : commandant Lansana Koumbassa, M 26537 G;
 Base aérienne de Labé : Commandant : Colonel Salimady Sylla, M 18614 G;
 Le Commandant adjoint, le Colonel Paul Pouet M 17665 G;
 Base aérienne de Faranah
 Commandant : Colonel Mamadou Imane Diallo, M 16728 G,
 Commandant adjoint : Colonel Moussa Traoré, M 17262 G
 Base aérienne de Kankan
 Commandant : Colonel Mamady Keita, M 18784 G,
 Commandant adjoint : Commandant Amadou Kourouma, M. 25226 G.

Kaba Kankoula

Lire L'Aigle Infos,
 c'est lire la vérité
 et la vertu

Interview

CHERTÉ DE LA VIE

L'Union des Consommateurs de Guinée appelle des bouchers à revendre le kilo de la viande à 45.000 GNF

Officiellement à Conakry, le prix du kilo de viande est revendu à 60.000 francs guinéens dans les boucheries. Pourtant, bon nombre de ménages peinent à se procurer cet aliment essentiel pour l'équilibre de la santé à cause de ce prix. C'est dans ce cadre, une bouchère qui préfère rester sous l'anonymat a décidé de mettre son kilo à 45.000 GNF, soit une différence de 15.000 GNG, dans la commune de Lambanyi. Cette initiative est saluée par l'Union des Consommateurs de Guinée à travers son coordinateur chargé des relations avec les institutions qui pense que les autres peuvent en faire autant en ce mois de décembre.

L'Aigleinfos : Parlez-nous d'une publication que vous avez faite sur votre page où c'est écrit, lutte contre la vie chère : 45000 GNF, le kilo de la viande ?

Boubacar Mitty Barry : Nous, à l'UCG, notre vocation c'est de lutter contre la vie chère. Si toutefois nous, nous voyons des initiatives pareilles, c'est ce que nous encourageons et nous vulgarisons au profit des consommateurs. C'est dans ce sens que nous avons eu cette structure dont vous avez eu la publication qui nous a fait comprendre qu'à son niveau, c'est possible de revendre le kilo de la viande à 45.000 contrairement au prix plafond qui est 60.000 GNF. Si toutefois nous trouvons une structure qui peut vendre moins que le prix consensuel, nous ne pouvons qu'accompagner l'initiative et la mettre à la disposition des consommateurs afin qu'ils puissent se diriger vers elle et s'en procurer.

L'Aigleinfos : L'UCG est une structure bien organisée à ce que je sache ; mais est-ce que vous avez vérifié cette information ?

Boubacar Mitty Barry : A l'UCG, la première des



choses que nous faisons, c'est de vérifier l'information avant de mettre dans notre page. Nous sommes une structure responsable qui se soucie du bien-être de ses consommateurs. Donc la réponse c'est oui. Elle revend le kilo à 45000 GNF au lieu de 60000 GNF. Nous avons vérifié l'effectivité, la disponibilité de la viande et l'hygiène ou la qualité

du produit.

L'Aigleinfos : Pourquoi décide-t-elle de défier la concurrence sur le marché alors qu'elle s'approvisionne normalement au même lieu que les autres ?

Boubacar Mitty Barry : Pour nous, ce n'est pas le plus important. Ce qui nous importe c'est la qualité de la viande.

Maintenant dire que comment elle s'approvisionne, ça c'est un autre mécanisme qu'elle a le choix d'expliquer ou combien elle gagne dans ça, non. Mais plutôt, ça rentre de façon générale dans la lutte contre la vie chère. Ce qui soulage les consommateurs

L'Aigleinfos : Quel appel lancez-vous autres bouchers face à cette initiative ?

Boubacar Mitty Barry : Nous appelons les autres à emboîter le pas. Nous avons appris que vers Petit Simbaya, il y en qui revendent à ce prix mais nous n'avons pas encore pris le temps de vérifier pour qu'on ait tous les éléments factuels à notre niveau. C'est pourquoi on s'abstient pour le moment de publier.

L'Aigleinfos : Cet appel est pour combien de période ?

Boubacar Mitty Barry : Pour l'instant, on est bien cadré et c'est pour le mois de décembre. Et donc, on ne peut pas obliger quelqu'un d'aller au-delà. Si toutefois la structure décide de revendre au-delà de décembre, janvier ou février tant mieux, nous ne pouvons que saluer parce que le prix officiel est à 60000 GNG.

L'Aigleinfos : Contrairement à la viande, est-ce que vous avez pensé aux autres produits de grande consommation ?

Boubacar Mitty Barry : Vous savez, il y a toujours des accords entre le ministère du Commerce et la Chambre de Commerce. Mais évidemment, il y a des failles parce que les prix consensuels ne sont pas respectés à la lettre. Nous sommes même allés plus loin pour demander à ce que le prix des denrées de large consommation soit affiché dans les marchés. C'est pourquoi nous lançons un appel à l'Etat de faire un suivi des prix surtout le ministère du Commerce. C'est quand-même difficile parfois de voir que les prix varient d'une boutique à une autre. Il faut que les autorités prennent leur responsabilité.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Boubacar Mitty Barry, coordinateur chargé des relations avec les institutions à l'Union des Consommateurs de Guinée !

Boubacar Mitty Barry : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

AG DE L'UFR

Les vérités de Mouctar Kalissa

Le samedi 30 novembre 2024 l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFR s'est tenue à son siège national à Matam, dans la commune du même nom. Mouctar Kalissa, secrétaire général du Conseil national des jeunes du parti a mis cette occasion à profit pour se prononcer contre une éventuelle candidature du général Mamadi Doumbouya à la prochaine présidentielle en Guinée. Pour lui, le CNRD et son président devrait avoir peur du réveil du peuple de Guinée.

« Le peuple de Guinée est un peuple docile mais il faut avoir peur de son réveil. Nous avons vu ici la révolte des femmes contre Ahmed Sékou Touré et tout ce qui s'est passé sous Lansana Conté, Dadis, Konaté et Alpha Condé. Donc, ce qu'on n'a pas laissé pour ceux-là, on ne le laissera pas pour le CNRD et son président, le général Mamadi Doumbouya

», a indiqué Mouctar Kalissa, secrétaire général du Conseil national des jeunes de l'UFR.

« S'il y aura élection, ça se fera sans lui parce qu'il nous a promis de ne pas se présenter. Ni lui, ni aucun membre de son gouvernement. Donc, il y aura élection mais sans Doumbouya. Et, c'est ce qui sera fait parce que l'homme propose, Dieu dispose,

la nature s'impose et les faits s'exposent. Donc, si tout ce qu'ils sont en train de faire, ils le font pour sa candidature, là ils sont en train de l'amadouer », a-t-il déclaré à l'AG de l'UFR, le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré. L'UFR est, avec le RPG Arc-en-ciel du professeur Alpha Condé et l'UFDG de Mamadou Cellou Dalein Diallo, l'un des trois

poids lourds de la scène politique guinéenne. Mais son leader est absent du pays depuis de longs

mois après la récupération de son domicile à la Minière.

Kéfina Diakité



Interview

FIN DE LA COOPÉRATION MILITAIRE ENTRE LE
TCHAD ET LA FRANCE**Ce qu'en pense l'analyste politique
Ibrahima M'Bemba Bah**

La descente aux enfers de la France dans le Sahel continue de plus belle. Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger, le Tchad vient d'annoncer le départ avec effet immédiat de l'armée française sur son territoire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Une décision qui intervient alors qu'un émissaire d'Emmanuel Macron était sur le sol tchadien. De l'avis d'Ibrahima M'Bemba Bah, analyste politique, cette politique de N'Djamena était prévisible à cause des derniers développements entre ces deux pays.

L'Aigleinfos : Le Tchad a annoncé mettre fin à sa coopération de défense avec la France. Comment comprenez-vous cette décision ?

Ibrahima M'Bemba Bah :

C'est une décision surprenante parce que personne ne s'attendait à cela. Depuis que la France a été chassée du Mali et du Niger, elle s'est rabattue sur le Tchad pour ce qui est de son contingent. Maintenant si le Tchad décide de ne pas continuer avec elle, c'est une autre raclée et une perte de vitesse pour la présence française en Afrique. Mais si on creuse plus loin, on se rendra compte qu'il y a quelques raisons qui ont poussé les Tchadiens à aller dans ce sens. Vous avez premièrement le fait que le Tchad a commencé à se rapprocher de plus en plus de la Russie. Depuis la visite du président Tchadien en Russie, il est beaucoup plus proche de Moscou que Paris. Au-delà de ça, Mahamat Déby Itno est victime pour ne pas dire fait l'objet d'une enquête par le parquet national financier français pour des biens mal acquis. Ce qui a fait que même aux Jeux olympiques, il n'a pas été même s'il a été au sommet de la Francophonie. On ne pouvait pas comprendre que lui qui est l'un des plus grands coopérateurs de la France puisse faire l'objet d'enquête sur le sol français.

L'Aigleinfos : Quelque part, est-ce qu'on ne peut pas dire que le Tchad veut se rapprocher de l'idéologie des pays en transition en Afrique de l'Ouest notamment Mali, Burkina Faso et le Niger qui forment AES ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Vous savez que ces putschistes de par leurs décisions populistes



sont soutenus par leurs populations. Je pense que Idriss Deby va dans ce sens pour essayer de ramener les jeunes pour dire que nous ne sommes pas des collaborateurs comme mon père, il y a une rupture vis-à-vis avec l'ancien régime. Et c'est pour s'attirer un peu la sympathie de ses concitoyens. Voici un peu quelques raisons qui expliqueraient cela.

L'Aigleinfos : Ce communiqué précise qu'il ne s'agit pas d'une rupture à l'image de certains pays de l'AES comme le Niger mais de l'autre côté, il est dit qu'il est temps pour le Tchad d'affirmer sa souveraineté et de redéfinir ses partenariats stratégiques. Est-ce qu'il ne s'agit pas là, d'une contradiction ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Evidemment on peut penser ainsi. Vous ne pouvez pas dire que c'est une rupture en douceur. On se rappelle que l'accord préalable entre eux, était de réduire le contingent qui est à peu près d'un millier à ramener

à trois cent hommes français mais c'est un retrait total qui est demandé à travers ce communiqué. Donc quelque part c'est une rupture totale qui n'a aucune différence avec l'AES. Maintenant on prend que celui qui a rédigé ou celui qui s'exprime c'est un diplomate, il ne va pas le faire de manière radicale. La diplomatie choisit ses mots à exprimer.

L'Aigleinfos : L'autre interrogation est que cette sortie intervient quelques jours après la visite du ministre français des Affaires étrangères à N'Djamena ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Cela peut s'expliquer par deux faits. Il y a le fait que l'entretien que Jean-Marie Bockel a eu avec les autorités tchadiennes ait été très houleux. Il y a aussi le fait que la Russie et le Qatar soutiennent une partie des belligérants dans le conflit soudanais avec les forces de défense de soutien rapide et les armes transitent par le Tchad pour arriver au Soudan et aujourd'hui, la France a demandé à ce que ce soutien

cesse. L'autre aspect c'est dû au fait que le président Emmanuel Macron, il fallait le surprendre parce qu'il y avait un retrait progressif qui était annoncé. Mais l'effet surprise que le Tchad a fait, c'est faire en sorte que les Français ne puissent pas se préparer à temps afin de préparer d'autres stratégies qui puissent les contrecarrer dans la volonté de ce qu'ils veulent faire. En réalité, le Tchad veut vraiment se tourner vers d'autres horizons comme la Russie.

L'Aigleinfos : Véritablement, cet accord de défense entre la France et le Tchad disait quoi ?

Ibrahima M'Bemba Bah : C'est un accord qui visait à lutter contre le terrorisme. Et avec les moyens logistiques de la France comme des drones et d'autres armements, cela

allait permettre au Tchad de renforcer sa sécurité et de pouvoir lutter efficacement contre le terrorisme. Mais malgré, on se rend compte que cela n'a pas éradiqué la rébellion, et je pense que c'est ce qui se fait au Mali avec la reprise de Kidal a eu tache d'huile au Tchad. Vous vous rappelez que tout récemment, c'est le fils Idriss Déby qui était au front en train de combattre la rébellion à laquelle il fait face, et laquelle rébellion qui avait tué son père. Ça veut même dire que la présence française au Tchad et au Sahel ne garantit pas l'éradication du terrorisme. Ce qui fait qu'il pense à diversifier leur partenaire comme l'a fait le Mali, le Burkina Faso.

L'Aigleinfos : Peut-on s'attendre à une adhésion du Tchad au sein de l'AES ?

Ibrahima M'Bemba Bah : Je ne pense que cela va se faire toute suite, ce qui serait un peu prématuré. Mais ce n'est pas exclu de voir d'autant plus qu'ils sont dans la même zone géographique. Maintenant, est-ce qu'il y a une convergence en termes de vision politique à long terme entre les différents président des pays de l'AES, la question mérite d'être posée.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Ibrahima Bemba Bah, analyste politique et responsable de communication du Bloc Libéral !

Ibrahima M'Bemba Bah : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

MORTS ET BLESSÉS AU STADE DE N'ZÉRÉKORÉ

L'ANAD réagit à chaud

À travers un communiqué publié dans la presse, l'Alliance Nationale pour l'Alternance et la Démocratie (ANAD), que préside le chef de file de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a réagi au drame survenu dimanche au stade du 3-Avril de N'zérékoré (des dizaines de morts et de nombreux blessés) lors de la finale du tournoi de football doté du trophée général Mamadi Doumbouya disputée le dimanche 1er décembre.

« C'est avec une profonde douleur que nous avons appris les tragiques événements survenus ce dimanche 1er décembre 2024 à N'Zérékoré, lors de la finale du tournoi de football doté du trophée Général Mamadi Doumbouya. Selon les premières informations, ces incidents ont causé des dizaines de morts et de blessés. En attendant de connaître le bilan exact de cette journée sombre, nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles éplorées ainsi qu'à tout le peuple de Guinée. Nous adressons également nos vœux de prompt rétablissement à tous les blessés. Cependant, les sentiments d'émotion qui nous submergent ne doivent pas nous empêcher de réfléchir aux causes profondes de ce drame. Depuis un certain temps, des tournois sont organisés



à travers tout le pays dans le but de susciter et de soutenir la candidature illégale et inopportune du Général Mamadi Doumbouya à la prochaine

élection présidentielle. Or, nul n'ignore que l'article 46 de la Charte de la Transition, qu'il a solennellement juré de respecter, ainsi que son

engagement sur l'honneur de ne pas participer à cette échéance électorale, lui interdisent formellement une telle démarche.

Le CNRD, et en particulier le Général Mamadi Doumbouya, ainsi que tous ceux qui œuvrent à violer cet engagement en commettant un parjure, portent une lourde responsabilité dans ces graves événements. Ils devront en répondre devant le peuple de Guinée. Nous invitons les populations à tirer toutes les leçons de cette tragédie de trop, survenue inutilement, et à se mobiliser comme un seul homme pour sauver notre nation en cette phase critique de son histoire. Ensemble, nous devons reprendre en main notre destin, aujourd'hui gravement hypothéqué. Le salut de notre pays repose sur notre capacité à nous unir pour défendre nos valeurs démocratiques et préserver l'avenir de notre nation. », peut-on lire dans le communiqué de l'ANAD.

Kéfina Diakité

SIGUIRI

Le colonel Douramoudou Keita signe son grand retour au poste de préfet

Le mardi 3 décembre 2024, selon Mediaguinee, les braves populations de Siguiiri se sont fortement mobilisées pour accueillir le nouveau préfet, Colonel Ibrahim Douramoudou Keïta. De Bafinda, au siège de la Compagnie mobile d'intervention et de sécurité (CMIS) jusqu'à la préfecture, des milliers de citoyens, toutes sensibilités confondues, étaient heureux du retour de cet officier.

Plusieurs personnalités étaient présentes dans les lieux de passage de service notamment : les autorités régionales, les autorités préfectorales et communales de Siguiiri, le procureur de la République près le tribunal de première instance de Siguiiri, les commandants d'unité, la société civile et toutes les sensibilités confondues. C'est le gouverneur de Kankan, le colonel Moussa Condé, qui a présidé cette cérémonie. « Je remercie en ce jour solennel le président de la République, Son Excellence le général Mamadi Doumbouya. Je dis merci au préfet sortant pour le service rendu à la population de Siguiiri et je souhaite la bienvenue à celui entrant et bonne prise de fonction. Que Dieu protège la Guinée et les Guinéens. Je vous remercie. », a-t-il indiqué. Le nouveau préfet de Siguiiri,

le colonel Douramoudou Keïta, a été frappé par la qualité de l'accueil qui lui a été réservé. « La brave population de Siguiiri, je vous aime. C'est le lieu pour moi de remercier le président de la République, Son Excellence le général Mamadi Doumbouya pour sa confiance. Donnons-nous la main pour le bien-être de la préfecture de Siguiiri. Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens. », a-t-il expliqué. Dans la foulée, plusieurs citoyens ont exprimé leur enthousiasme. « Nous remercions le Tout-puissant Allah pour le retour d'un préfet digne et aimé par la population de Siguiiri. Depuis qu'il a quitté ici, nous étions dans la souffrance. », a expliqué Amadou Diallo, citoyen. Pour sa part, le délégué communal de la jeunesse de Siguiiri s'est réjoui du retour du colonel Douramoudou Keita. « Le promoteur de la paix et

la cohésion sociale est de retour. Dieu faisant bien les choses, cet homme est venu, nous le soutenons à tous les niveaux. C'est un homme qui œuvre pour le développement de notre localité, que Dieu protège le président de la République, Son Excellence le général Mamadi Doumbouya. », a dit Aboubacar Diawara. De son côté, le président de la coordination des 16 quartiers, Martin Camara, n'a pas manqué d'apprécier la bravoure du nouveau préfet de Siguiiri. « La vérité finit par triompher. Douramoudou est un administrateur exemplaire. Celui qui aime le président de la République doit avoir pitié de sa population sur tous les plans comme le faisait le nouveau préfet auparavant. C'est le préfet que Siguiiri mérite. », a-t-il laissé entendre, selon le site d'informations Mediaguinee. Il faut rappeler que ce préfet



qui avait rasé un candidat au baccalauréat à Siguiiri. Son geste avait été abondamment commenté cette année-là. Il y

en a qui sont allés jusqu'à lui donner le surnom de préfet-coiffeur.

Mamadou Oury

TPI KALOUM

Le journalisme Bakary Gamalo Bamba enfin libre, mais ...

Au fil de trois audiences au Tribunal de Première Instance de Kaloum, le journaliste Bakary Gamalo Bamba recouvre enfin sa liberté. Le patron du journal de " Le Baobab " était poursuivi pour atteinte à la vie privée, par le président de la CRIEF et d'enregistrement illicite. Des faits punis par le code pénal. Pour ces infractions, le journaliste a été condamné par le juge Mamadou Bhoie Diallo, le président du TPI de Kaloum, à six mois d'emprisonnement avec sursis et une amende d'un million de francs guinéens ainsi que la saisie de son téléphone qui lui a permis de procéder à l'enregistrement du président de la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières (CRIEF).



autre chose plus que ce qu'ils ont dit. Mais je crois avec le temps, vous allez mieux comprendre », a-t-il déclaré.

Désormais, le syndicat appelle les journalistes à la prudence dans l'exercice de leur métier, surtout dans un dossier d'enquête. « A la corporation, c'est de renforcer la vigilance. C'est vrai qu'il nous est permis quelquefois au regard du métier, d'enregistrer exceptionnellement. Il y a même des pratiques d'infiltration qui sont permises en journalisme mais si vous décidez de le faire, nos règles disent soyez en commun accord avec nos rédacteurs en chef mais il faut renforcer la vigilance parce que si on vous prend, il y a des risques mais si vous vous en sortez, vous avez réussi sur le plan professionnel. Une fois encore c'est pas condamné », a-t-il conseillé. Bakary Gamalo Bamba n'exclut pas d'interjeter appel de la décision du TPI de Kaloum. Mais ça sera après l'avis de son Avocate,

Ce journaliste d'investigation a été incarcéré depuis le 15 octobre 2024 alors qu'il enquêtait sur le dossier Rémy Lamah. Mais pour l'heure, il s'abstient de commenter la décision le concernant. « Je suis souffrant mais je suis heureux de la presse et je vous remercie beaucoup pour votre mobilisation. Je remercie les organisations internationales des droits de l'Homme, des syndicats, de l'AGEPI qui se sont mobilisés dès les premières heures pour que le dossier soit réglé à l'amiable », a-t-il lâché, dans un entretien avec les journalistes.

Le syndicat des professionnels de la presse de Guinée à travers son secrétaire général, était présent au TPI de Kaloum pour apporter son soutien au confrère. Sékou Jamal

Pendessa trouve exagérée la condamnation de notre confrère et parle de l'ignorance de cette infraction par les magistrats en charge de ce dossier. « J'ai un sentiment mitigé mais d'abord je suis heureux de pouvoir rentrer avec le doyen Bakary Gamalo Bamba. Mais de l'autre côté, je déplore le fait qu'il soit condamné sur la base pénale, c'est ce qui est à déplorer parce qu'il était dans l'exercice de son métier. Cela veut dire que les magistrats qui ont traité ce dossier, ignorent l'existence de cette loi. Autrement dit demain on pourrait condamner un autre en prison. Et l'autre, pendant que le président de la CRIEF porte plainte pour atteinte à sa vie privée, on rentre dans la vie privée du doyen parce

que le téléphone c'est sa vie privée. Ils (le magistrat et son fils) ont d'ailleurs fouillé ce téléphone contre son gré. Ils vont continuer à fouiller à la recherche de quoi ? Ce n'est pas un rebelle, c'est un journaliste. On doit respecter sa vie privée », a dénoncé Pendessa.

malgré les risques qui vont avec. « En tant que journaliste d'investigation, jamais, je ne vais abandonner mais le métier va avec des risques. Au contraire, ça me donne plus de courage. C'est pourquoi d'ailleurs je voulais parler de l'enregistrement parce



Sa condamnation n'est que partie remise, selon ce journaliste d'investigation. Il promet de continuer l'exercice de son métier

qu'à la barre, le dossier a été carrément dénaturé et c'est pourquoi je me suis dit, si je n'avais pas enregistré, ils étaient capables de dire

Me Hawa Beavogui, qu'il a tenu à remercier pour sa défense.

Samuel Demba. D

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

AFFAIRE HABIB MAROUANE

Les avocats de "KPC" rassurent que leur client n'a joué aucun rôle dans l'arrestation du journaliste

Le mercredi 4 décembre 2024, les avocats de Kerfalla Camara "KPC" ont publié un communiqué pour faire savoir que leur client n'a joué aucun rôle dans l'arrestation de Habib Marouane Camara, administrateur du site "lerevelateur224"



Nous affirmons que Monsieur Kerfalla CAMARA « KPC », n'a joué aucun rôle dans les faits liés à la situation actuelle de Monsieur Habib Marouane CAMARA. Pour rappel, les avocats de Monsieur Habib Marouane CAMARA avaient déjà fait état de la situation de leur client dans la presse. En tant qu'acteur du monde des affaires et philanthrope reconnu, Monsieur Kerfalla CAMARA « KPC » rencontre régulièrement diverses personnalités, y compris des journalistes à leur demande, dans le cadre d'activités professionnelles et humanitaires.

professionnalisme en vérifiant l'authenticité des informations avant de les diffuser, afin d'éviter de contribuer à la propagation de rumeurs et de fausses informations.

Monsieur Kerfalla CAMARA « KPC » se réserve le droit de prendre toutes les dispositions légales nécessaires pour protéger son honneur et sa dignité, notamment sur le plan pénal », lit-on dans le communiqué publié par le collectif d'avocats de Kerfalla CAMARA "KPC". Un collectif composé de Me Almamy Traoré, Avocat à la Cour ; de Me Alpha Kourouma, Avocat à la Cour et de Me Hamidou Dramé, Avocat à la Cour.

« Suite aux informations relayées par certains blogueurs et plateformes médiatiques concernant un prétendu rôle de Monsieur Kerfalla CAMARA «

KPC » dans les derniers événements qui concernent le journaliste Monsieur Habib Marouane CAMARA, nous tenons à démentir fermement et sans

équivoque ces allégations. Ces accusations sans fondement portent atteinte à l'honneur et à la dignité de Monsieur Kerfalla CAMARA « KPC ».

Nous appelons tous les citoyens et acteurs médiatiques à faire preuve de responsabilité et de

Mamadou Oury

COYAH

Les innovations de l'avant-projet de la nouvelle constitution expliquées aux populations

Le samedi 30 novembre 2024, dans le cadre de la vulgarisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution, le président du Conseil national de la transition (CNT), Dr Dansa Kourouma, a rencontré les populations de Coyah à la maison des jeunes pour leur expliquer en langue nationale Soussou, les 35 innovations qui se trouvent dans le texte.

Acette occasion, le président de la délégation spéciale de la commune urbaine de Coyah, Fodé Morlaye Bangoura, a déclaré: « La population de Coyah, encore une fois demeure attentive à toute la prise de position du CNRD, à travers toutes les institutions mises en place pour parfaire le processus de la démocratisation de notre pays... A la suite de multiples lectures des différents points du projet de la nouvelle constitution, au nom des trois collectivités de Soumbouyah et de Filikhounyi, nous voulons ici et maintenant vous exprimer une seule doléance. Cette doléance consiste, honorables conseillers, à augmenter dans les dispositions de la nouvelle

constitution le mandat présidentiel de cinq (5) à sept (7) ans. La raison qui justifie cette demande vigoureuse est que le septennat est un moyen sûr pour un président d'entrevoir les résultats des jalons mis en place par les initiatives... »

Le préfet de Coyah, le colonel Yaya Kalissa, dans son intervention de circonstance, a indiqué : « La population entière de Coyah apprécie les activités du CNT qui vont en droite ligne avec les objectifs de développement visés par le CNRD sous la houlette du Président de la République, le Général d'Armée Mamadi Doumbouya, chef suprême des armées. Permettez-moi de vous réaffirmer leur engagement et leur



détermination à soutenir les nobles idéaux du Président du CNRD et du CNT. Je ne saurais clore mon

intervention sans remercier les membres du CNT surtout Dr Dansa Kourouma qui dispose des compétences

pour défendre l'intérêt supérieur de la nation sur tous les plans ».

Kaba Kankoula

ENLÈVEMENT DE HABIB MAROUANE CAMARA

Le cri du cœur de l'épouse du journaliste

Selon nos confrères de Mediaguinee, Mariama Lamarana Diallo, épouse du journaliste Habib Marouane Camara, vit un calvaire depuis l'arrestation musclée de son mari par des gendarmes à Lambandji, dans la banlieue de Conakry.

Son récit, empreint d'émotion et de douleur, plonge dans l'angoisse et la confusion de ces moments sombres. Dans un témoignage bouleversant ce mercredi, elle est revenue sur cette arrestation, appelant à la fin de cette violence qui déchire les familles et enfonce les citoyens dans l'effroi, rapporte le site d'information.

Exprimant devant la presse, Mariama Diallo a rappelé avoir reçu samedi dernier, une première alerte inquiétante : son mari, Habib, était recherché. Des amis dit-elle, l'ont contactée pour l'informer qu'il devait être prudent et qu'il courait un risque. Depuis ce jour, une angoisse palpable s'est installée dans la famille. Mais la situation a pris une tournure tragique dans la soirée du mardi, 03 décembre 2024.

Ce jour-là, Habib Marouane Camara avait pris contact avec sa femme pour lui signaler un rendez-vous à 20h avec une personnalité dénommée « KPC ». Inquiète, Mariama lui avait demandé s'il était sûr de ce rendez-vous. « Ne t'inquiète pas, je serai prudent », lui avait répondu son mari, tout en lui demandant d'être vigilante.

À 20h05, elle a tenté de le rejoindre à nouveau pour savoir s'il était arrivé sur place. Habib, dans les couloirs menant au



lieu du rendez-vous, lui a répondu qu'il n'était pas encore arrivé, mais qu'il était presque là. Quelques minutes après, le téléphone de Mariama a vibré, un appel de son beau-frère qui lui annonçait l'inimaginable : Habib venait d'être arrêté.

Le début du calvaire!

Dès cet instant, l'angoisse de Mariama a été décuplée. Si elle avait déjà eu vent de l'arrestation de son mari grâce à un ami qui se trouvait avec

lui, elle ne pouvait imaginer l'ampleur de ce qui venait de se passer. Son mari, emmené par des gendarmes, avait été extrait violemment de son véhicule, sous les yeux de son ami. « C'est avec leurs armes qu'ils ont cassé le parapluie de la voiture de mon mari pour l'extraire de la voiture », raconte Mariama, le cœur lourd.

Les détails sont flous, mais selon des informations parvenues à la famille, son mari a été emmené alors que son

ami, qui se trouvait également sur place, a été relâché après avoir vu tous ses téléphones saisis. Le téléphone de Habib, quant à lui, a été pris par quelqu'un, mais récupéré plus tard, et également sa voiture, mais laissant la famille sans nouvelles de son sort.

Une douleur indescriptible !

Loin de pouvoir tourner la page, Mariama vit un véritable cauchemar. « Aujourd'hui, s'en est de trop. Franchement, je ne pense pas que la Guinée ait vécu un moment aussi difficile que cette période. Il y a trop de kidnappings, trop d'enlèvements. Les familles restent sans nouvelles et ça fait très mal », confie-t-elle, les larmes aux yeux.

Pour elle, le plus insupportable n'est pas seulement l'arrestation brutale de son mari, mais l'incertitude qui pèse sur sa sécurité. « La personne qui a été arrêtée, c'est peut-être elle seule qui sait comment elle se sent là-bas. Mais la famille qu'elle a laissée derrière, c'est celle-là qui souffre le plus. Parce que nous nous restons sans nouvelles. On ne sait pas comment la personne est entretenue, si elle est sous violence », déplore-t-elle.

Dans ce climat de peur et d'oppression, la famille de Habib reste dans l'attente, à la

merci de ce silence inquiétant. « Je demande donc à ce que tout s'arrête », lance Mariama, appelant à la fin de la violence et de l'arbitraire qui règnent actuellement en Guinée.

L'espoir d'une justice rendue !

À travers son cri du cœur, Mariama appelle à la fin de l'angoisse. Elle exige que des réponses soient données sur le sort de son mari et sur le traitement réservé aux détenus dans ce contexte de répression. Son témoignage, un reflet de la douleur d'une femme, mais aussi de celle de certaines familles qui, chaque jour, sont confrontées à l'arrestation brutale et à la disparition de leurs proches.

Faut-il rappeler que dans un pays où les tensions politiques et sociales sont croissantes, des voix comme celle de Mariama risquent de se multiplier. Mais il reste à espérer que ces voix parviennent à faire écho et que l'opinion publique et les institutions puissent œuvrer pour que la justice soit rendue et que des vies ne soient pas brisées par la violence institutionnalisée, peut-on lire sur le site d'informations Mediaguinee.

Mamadou Oury

NIGER

Moussa Tchangari, militant de la société civile, enlevé à Niamey

Moussa Tchangari, figure de la société civile nigérienne, a été enlevé mardi 3 décembre au soir à Niamey. Le secrétaire général de l'association Alternative Espace Citoyen, se trouvait chez lui lorsque des hommes armés sont venus l'emmener de force, sans fournir la moindre explication. À ce jour, ses proches ignorent toujours où il est détenu.

L'association « Alternative Espace Citoyen » a entrepris des recherches dans plusieurs lieux officiels de privation, sans succès. Mamane Kaka Touda, membre de l'association, a confié au micro de RFI que Moussa Tchangari venait tout juste de rentrer d'un voyage de travail à Abuja et Abidjan.

Il arrive à son domicile en début de soirée, prend une douche, quand un enfant du quartier l'informe qu'une personne à l'extérieur souhaite le voir. Méfiant, Moussa Tchangari refuse de sortir. Les visiteurs, des hommes en civil et

armés, insistent pour l'attirer à l'extérieur.

Face à son refus, ils pénètrent dans sa maison, jusqu'à sa chambre, sans décliner leur identité ni présenter de mandat d'arrêt. Les assaillants saisissent la valise, le téléphone et l'ordinateur du militant avant de l'emmener de force vers un lieu inconnu.

L'association n'accuse personne, mais souligne que d'autres citoyens ont subi le même sort, avec le même mode opératoire, avant de réapparaître plusieurs

jours plus tard, pour être officiellement mis aux arrêts.

Moussa Tchangari est connu pour sa défense des libertés et ses positions contre les bases militaires françaises. Il critique aussi ouvertement plusieurs décisions des pays de l'AES, dont le Niger, comme la récente déchéance de nationalité de plusieurs figures politiques du pays ou encore le retrait des agréments d'ONG le mois dernier.

RFI



PAKISTAN

Qui est Bushra Bibi, l'épouse d'Imran Khan à l'avant-garde des manifestations?

Bushra Bibi, l'épouse de l'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan, est sortie de l'ombre pour prendre la tête de l'une des plus grandes manifestations du pays le 26 novembre, mobilisant des milliers de personnes pour soutenir son mari emprisonné. Une figure jusque-là discrète, mais dont l'influence gêne au sein du parti d'opposition.

Enveloppée dans un voile, une figure mystérieuse s'est imposée lors de l'impressionnante mobilisation de l'opposition à Islamabad le 26 novembre dernier. Debout sur le toit d'un camion rempli de partisans de son mari, la silhouette blanche de Bushra Bibi a mené la marche et exhorté les manifestants à poursuivre leur combat pour la libération de Imran Khan.

« Vous devez tous promettre que tant que Khan ne sera pas parmi nous, vous ne quitterez pas D-Chowk », a-t-elle déclaré, faisant référence à la place historique située dans le cœur politique de la capitale, prise d'assaut par les soutiens de l'ex-Premier ministre du Pakistan, au mépris des ordres du gouvernement et des barrages de la police. Si le sit-in a été dispersé dans la nuit par une intervention musclée de la police, l'épouse de l'ancienne star de cricket a fait forte impression.

De l'ombre à la lumière

Cette mobilisation « aura eu pour principal résultat de faire émerger Bushra Bibi comme leader », estime la politologue Asma Faiz interrogée par l'AFP, alors qu'elle n'était jusque-là qu'une simple « messagère » entre Imran Khan et son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI). Le chef de l'opposition, en prison depuis août 2023, n'avait droit qu'à des visites familiales au parloir.

Jusque-là en retrait, personnage discret et nimbé de mystère, Bushra Bibi est subitement sortie de l'ombre à la surprise générale. « Beaucoup la pensaient apolitique et ne la voyaient pas comme une menace, mais ces derniers jours ont montré une autre facette de Bushra Bibi », explique Asma Faiz. « Son attitude est différente et même le gouvernement la prend pour cible », confirme le journaliste Mazhar Abbas à l'agence Reuters.

Sans la nommer, le ministre de l'Intérieur Mohsin Naqvi a dénoncé « une seule femme derrière le chaos », après plusieurs jours de manifestations violemment réprimées, provoquant 1 000 arrestations, des morts des deux côtés et Islamabad à l'arrêt plusieurs jours. Le ministre a également déclaré que la cause première des troubles était une « main cachée » et d'autres membres du gouvernement n'ont pas hésité à se moquer d'elle et de



ses appels à la « révolution ».

Érudite et dévote

Ses partisans l'appellent Bushra Bibi ou Bushra Begum, des titres qui dénotent le respect dans la langue ourdou. Connue pour être une érudite du soufisme, c'est une fidèle de Fariduddin Masud Ganjshakar, ou Baba Farid, un mystique musulman et une figure vénérée de l'islam. Les Pakistanais qui admirent la dévotion religieuse de Bushra Bibi la qualifient de leader spirituelle, tandis que ses détracteurs l'accusent de pratiquer la sorcellerie et la magie noire.

Née Bushra Riaz Wattoo, elle est issue d'une famille de propriétaires terriens du Pendjab, mais on sait peu de choses sur ses débuts dans la vie, sinon qu'elle a eu cinq enfants avec son premier mari Khawar Maneka, un haut fonctionnaire des douanes. Imran Khan aurait d'abord commencé à la fréquenter il y a une dizaine d'années pour ses conseils sur les questions spirituelles, avant de nouer une relation plus profonde, la poussant à divorcer en 2017 pour épouser le célèbre opposant un an après.

Leur union a été source de malaise dans les couloirs du pouvoir à Islamabad et au sein du PTI. Considérée comme ayant l'oreille de son époux, Bushra Bibi a été soupçonnée par des collaborateurs d'influencer certains positionnements ou décisions politiques. Mais leur relation est surtout marquée par une évolution d'Imran Khan vers

une plus grande religiosité, « qui lui a été bien utile dans sa carrière politique », pointe Didier Chaudet, géopolitologue spécialiste du Pakistan.

Car malgré sa réputation de playboy, il a ainsi pu « flatter une partie de l'électorat conservateur tout en continuant à plaire à la jeunesse dorée et à certaines classes moyennes supérieures qui se rappelaient sa période de sportif flamboyant. » Bushra Bibi « représente donc un ancrage politique non négligeable », poursuit le chercheur, en plus de bénéficier de l'influence régionale et des réseaux de sa famille.

Cette image de dévote soufie, tournée vers la religion, la « différencie des femmes de la classe politique traditionnelle très occidentalisée », ce qui la rend « plus pure, plus mobilisatrice pour l'homme de la rue, sympathisant du PTI, dont le parti a besoin s'il veut faire sortir Imran Khan par la pression populaire ». Or, la logique de la grande manifestation de la semaine dernière était bien de « mettre une pression maximum ». Une logique du bras-de-fer avec le pouvoir qui a toujours été celle d'Imran Khan depuis sa chute en 2022 et dont Bushra Bibi est aujourd'hui la représentante.

« Un pont entre Khan et le peuple »

Car ce serait bien le leader de l'opposition qui aurait poussé son épouse sur le devant de la scène, afin de court-circuiter la direction du parti, davantage tournée vers une logique de

négociations avec certaines forces du gouvernement. « Il semblerait que le point principal soit l'agacement d'Imran Khan par rapport au leadership du PTI et le sentiment que sa voix n'est pas assez entendue par le peuple », analyse le spécialiste du Pakistan Didier Chaudet. « Son but, c'est son lien direct avec le peuple et c'est au nom de cela qu'il l'aurait poussé à s'exprimer. »

Des informations que confirme son entourage. Mashal Yousafzai, une proche collaboratrice de Bibi, explique au quotidien britannique The Guardian que « Khan a le sentiment que ses instructions ne parviennent pas à la base et qu'elles sont bloquées ou manipulées par les dirigeants du parti ». « Khan a donc dit à Bibi qu'elle devait être sa messagère directe. Il lui a donné des instructions précises, de A à Z. » Bushra Bibi « n'a aucune ambition politique personnelle », assure Mashal Yousafzai. « Elle agit simplement comme un pont entre Khan et le peuple. »

Femme intelligente douée d'un certain sens politique, elle a donc pris les devants, publiant son appel à manifester à Islamabad dans une vidéo diffusée sur les réseaux. « En s'adressant directement au peuple, elle a pris le pouvoir symbolique sur cette mobilisation », analyse le géopolitologue Didier Chaudet, n'en déplaçant pas les responsables du PTI. Mais sa prise d'initiative ne s'arrête pas là.

Tensions avec le leadership du parti

Selon les médias pakistanais, c'est Bushra Bibi, seule, qui a insisté pour que la manifestation se tienne dans un lieu central et sensible, allant à l'encontre de la décision de responsables du parti, qui voulaient un rassemblement en périphérie de la capitale. Le PTI n'a pas commenté ces informations, mais son service de presse assure que « Bushra Bibi n'a aucune fonction officielle » au sein de l'organe et qu'elle agit « au titre d'épouse ».

Le parti avait d'ailleurs annoncé qu'elle ne manifesterait pas pour « raison de santé ». Mais, là aussi, elle a surpris en devançant les autres cadres du PTI dans le cortège. « Si elle est sortie et a mené cette manifestation, c'est sur ordre d'Imran Khan et les gens vont évidemment se rallier à elle de manière unie parce qu'elle est son épouse », a déclaré Zulfikar Bukhari, porte-parole

du PTI et proche collaborateur de Khan, ajoutant que son incarcération de près d'un an lui a valu l'admiration de ses partisans. Elle a en effet été libérée sous caution en octobre dernier, après neuf mois d'emprisonnement pour une affaire de vente illégale de cadeaux de l'État.

« Placer Bibi au premier rang de ces manifestations est une décision politiquement judicieuse, en raison de sa relation avec Khan. Cela lui confère un niveau d'authenticité qui plaît aux manifestants et renforcera leur engagement pour la cause », résume Michael Kugelman, directeur de l'Institut de l'Asie du Sud du Wilson Center, interrogé par l'agence à Reuters. Mais cela pourrait aussi être à double tranchant.

Pouvoir dynastique

Imran Khan s'est toujours présenté en héraut du renouvellement, pourfendeur des dynasties politiques comme les Sharif ou les Bhutto qui accaparent le pouvoir. Or avec le rôle grandissant de sa sœur au sein du PTI et désormais sa femme en porte-parole, l'hypothèse d'une dynastie Khan est en train de se profiler, soulignent les experts. Ce qui ne serait pas surprenant, pour le géopolitologue Didier Chaudet.

« En Asie du Sud, la politique est une affaire de famille, de génération en génération, donc on est face à un scénario sud-asiatique et pakistanais classique, avec un clan qui agit de concert pour le pouvoir. L'idée de passer par son épouse pour se faire entendre s'inscrit tout à fait dans cette logique ». Une logique qui implique aussi que Bushra Bibi se retire et retourne au monde domestique et religieux une fois son mari libéré.

Suite à la manifestation du 26 novembre et sa dispersion, les responsables du parti ont déclaré que Bushra Bibi s'était échappée vers la province de Khyber Pakhtunkhwa, bastion du PTI où Imran Khan et sa femme bénéficient d'un très fort soutien de la population. Bien que l'on ne connaisse pas encore les prochaines actions du parti, certains analystes estiment que Bushra Bibi continuera à servir de figure de ralliement pendant que Khan restera derrière les barreaux.

SÉNÉGAL

La fermeture des bases françaises évoquée par Diomaye Faye

Le jeudi 28 novembre, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a indiqué dans un entretien avec l'AFP que la France allait devoir fermer ses bases militaires au Sénégal, dont la présence est incompatible selon lui avec la souveraineté de son pays. «Le Sénégal est un pays indépendant, c'est un pays souverain et la souveraineté ne s'accommode pas de la présence de bases militaires dans un pays souverain», a martelé le successeur de Macky Sall.

Le moins qu'on puisse dire et écrire, c'est que la présence des bases françaises est de plus en plus mal vue en Afrique subsaharienne. Après avoir quitté les trois pays de l'AES (Mali, Burkina Faso, Niger), la France est priée désormais de démanteler ses bases au Sénégal.

Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a en effet indiqué jeudi dans un entretien avec l'AFP que la France allait devoir fermer ses bases militaires au Sénégal, dont la présence est incompatible selon lui avec la souveraineté de son pays. «Le Sénégal est un pays indépendant, c'est un pays souverain et la souveraineté ne s'accommode pas de la présence de bases militaires dans un pays souverain», a martelé le successeur de



Macky Sall.

Pour rappel, Bassirou Diomaye Faye a été élu en mars sur la promesse de rétablir la

souveraineté de son pays. Il a révélé au cours de l'entretien l'envoi de cette lettre, confirmé par l'Élysée, trois jours

avant des commémorations auxquelles les nouvelles autorités sénégalaises entendent donner un relief particulier. «Un partenariat rénové ne peut être rénové que dans la vérité et dans l'exhaustivité de la vérité», a fait savoir le président du pays de la Téranga, faisant référence aux nombreuses zones d'ombre qui subsistent sur ce que l'ancien président François Hollande avait qualifié en 2014 de répression sanglante, mais pas de massacre.

Le numéro un sénégalais a réaffirmé sa volonté de diversifier les partenaires de son pays, qui cherche à se développer et à rester l'interlocuteur du plus grand nombre alors que des pays du Sahel voisin passés sous le gouvernement de militaires ont abruptement rompu avec

la France et se sont tournés vers la Russie. «La France reste un partenaire important pour le Sénégal au regard du niveau d'investissements, de la présence de sociétés françaises et même de citoyens français qui sont au Sénégal», a relevé Bassirou Diomaye Faye.

«Les autorités françaises doivent envisager d'avoir un partenariat dépouillé de cette présence militaire-là, mais qui soit un partenariat riche, un partenariat fécond, un partenariat privilégié et global comme nous l'avons avec beaucoup d'autres pays... Présence militaire ou absence militaire ne doit pas être égal à rupture», a-t-il ajouté.

Kaba Kankoula

IRAN

La libération temporaire de Narges Mohammadi jugée «insuffisante» par son comité de soutien

La suspension pour trois semaines de la peine de prison de la Nobel de la paix iranienne Narges Mohammadi est «insuffisante», ont réagi mercredi 4 décembre ses proches et soutiens, réclamant sa «libération inconditionnelle» ou «au moins une suspension de trois mois».

En prison depuis trois ans, Narges Mohammadi a été libérée ce 4 décembre pour raison médicale. Cette libération est temporaire et sous caution, puisqu'elle a dû payer l'équivalent d'un peu plus de 100 000 euros, indique notre correspondant à Téhéran, Siavosh Ghazi. Depuis plusieurs jours, il y avait des informations selon lesquelles elle avait des problèmes cardiaques. «La raison de sa libération est son état physique après l'ablation d'une tumeur et une greffe osseuse, réalisées il y a 21 jours», a précisé son avocat Me Mostafa Nili. La tumeur retirée était bénigne, mais (Mme Mohammadi) doit être examinée tous les trois mois.

«Une suspension de 21 jours est insuffisante», a déclaré la fondation Narges Mohammadi dans un communiqué. Après une décennie d'emprisonnement, Narges a besoin de soins

médicaux spécialisés dans un environnement sûr», ajoute la fondation, en demandant «sa libération immédiate et inconditionnelle ou au moins une extension de la suspension de sa peine à trois mois.»

Le comité Nobel a également appelé les autorités iraniennes à libérer définitivement Narges Mohammadi. «Nous demandons aux autorités iraniennes de mettre un terme définitif à son emprisonnement et de veiller à ce qu'elle reçoive un traitement médical adéquat pour ses maladies», a déclaré le président du comité, Jørgen Watne Frydnes lors d'une conférence de presse à Oslo.

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme réclame la «libération immédiate et inconditionnelle» de Narges Mohammadi. «Nous réitérons notre appel à la libération immédiate et inconditionnelle de madame Mohammadi, ainsi que de toutes les Iraniennes et de tous

les Iraniens qui sont détenus ou emprisonnés pour avoir légitimement exercé leur liberté d'expression et d'autres droits de l'homme», a réagi un porte-parole du Haut-Commissariat, Thameen Al-Kheetan, auprès de l'AFP.

Narges Mohammadi a eu le prix Nobel de la Paix en 2023. Elle purge une peine de prison de 13 ans pour action contre la sécurité nationale et propagande contre le régime.

Malgré son emprisonnement, elle continue à être très active en publiant régulièrement des communiqués. Il y a deux jours, elle a dénoncé la nouvelle loi sur le voile qui a été adoptée par le Parlement et qui durcit les amendes et les peines contre les femmes mal ou non voilées.

Son époux, Taghi Rahmani, a affirmé que Narges Mohammadi est sortie de la prison de Téhéran en scandant «Femme Vie Liberté», le slogan du



soulèvement populaire en Iran. «Elle est sortie avec un bon état d'esprit, un état combatif malgré son état de santé très fragilisé», a-t-il témoigné en visioconférence depuis le Mexique lors d'une conférence de presse organisée à Paris par les soutiens de la militante iranienne.

Cette libération intervient alors qu'on a appris l'hospitalisation de Mir Hossein Moussavi,

leader du mouvement vert contre la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la tête du gouvernement iranien en 2009. Depuis le mouvement de contestation de 2009, Mir Hossein Moussavi, aujourd'hui âgé de 82 ans, vit en résidence surveillée en compagnie de sa femme et d'un autre opposant, Mehdi Karubi.

RFI